

Le putsch du 22 avril 1961, réalisé par les généraux suivis par une partie des cadres et de l'armée coloniale française opérant en Algérie, a été la conséquence logique de la politique fondamentale appliquée par les gouvernements successifs français.

Quels que furent les constitutions, les régimes ou les gouvernements que la France s'est donnés, elle a concrètement depuis sept ans — et sans que les variantes de vocabulaire des responsables passagers du pouvoir changent en rien la réalité — constitué, équipé, fortifié une armée colossale dont la raison d'être est, non pas la défense de la vie, de l'honneur et des biens du peuple français, mais l'étouffement des aspirations humaines parfaitement légitimes d'un autre peuple que les vicissitudes avaient, à un moment donné de l'Histoire, placé sous la dépendance française.

Or, une armée aussi puissante, ayant des objectifs aussi rétrogrades, se mouvant dans les milieux pernicieux des colonialistes établis en Algérie, ne pouvait devenir à la longue que l'instrument idéal pour l'installation du fascisme, dans cette métropole même qui l'a forgée pour lui conserver sa colonie, et devait fatalement se retourner contre le peuple qui, par sa passivité et sans s'en douter, a entretenu cette vipère.

Il serait toutefois trop aisé de rejeter aujourd'hui l'entière responsabilité du coup d'Etat, sur le « quarteron de généraux félons », et infiniment dangereux pour les démocrates et le peuple français de retomber dans l'attentisme une fois l'alerte passée.

Car, le « socialiste » Guy Mollet, qui envoya le contingent en Algérie et fit de cette sale guerre non seulement une expédition de mercenaires mais un conflit de peuple à peuple ; les partis qui votèrent les pouvoirs spéciaux donnant par là des moyens exorbitants aux militaires d'Algérie ; la passivité de certains dirigeants de gauche et du mouvement ouvrier le 13 mai 1958 ; les condamnations que d'aucuns prononcèrent contre les seuls démocrates conséquents qui refusèrent de participer à la guerre abjecte ou approuvèrent le refus de servir comme mercenaires dans l'armée de Salan puis de Challe : voilà autant de faits qui, sous prétexte de réduire la Révolution algérienne ont pratiquement permis aux factieux de préparer leurs complots et au fascisme de mûrir.

FRANÇAIS !

Nous avons toujours affirmé que le peuple algérien n'est pas l'ennemi du peuple de France, et les 400.000 travailleurs algériens émigrés en France se sont toujours tenus prêts à entrer dans la lutte aux côtés des démocrates contre la réaction fasciste.

Les ennemis des libertés de nos deux peuples : les parachutistes, les légionnaires qui, lors de la bataille d'Alger ont rempli la baie de cadavres de révolutionnaires torturés, sont ceux-là même qui, hier, s'apprétaient à débarquer sur les aérodromes parisiens pour vous soumettre à leur loi fasciste.

On a fait gloire à de nombreux officiers de l'armée d'Algérie d'avoir, depuis sept ans, fusillé, torturé, violé, brûlé au napalm, regroupé, parqué un peuple qui n'aspire qu'à sa liberté et à sa dignité. On les a honorés, distingués, promus pour avoir « pacifié » l'Algérie ; c'est pourquoi certains ont voulu poursuivre cette œuvre « paci-

ficatrice » sur l'autre rive du « fleuve Méditerranée » qui, comme le disait l'un d'eux, traverse la France comme la Seine traverse Paris.

Et pourquoi donc, si la guerre devait durer en Algérie, d'autres officiers ne procéderaient-ils pas à une quatrième tentative après les trois précédentes : celles du 13 mai 1958, 24 janvier 1960 et 23 avril 1961 ?

Un fait doit être aujourd'hui clair et définitivement acquis : seule la guerre coloniale d'Algérie qui dure depuis sept ans grâce surtout à la léthargie du peuple français qui fournit l'intégralité du contingent nécessaire à l'armée coloniale, a pu créer une situation propice à l'établissement du fascisme en France.

Plus que toute autre guerre coloniale, la guerre d'Algérie (parce qu'elle est, sans aucun doute, la dernière de ce genre et rassemble dans le camp des jusqu'aboutistes, les racistes les plus bornés, les officiers factieux revancharde et les colonialistes désespérés) est le bouillon de culture le plus favorable au développement du fascisme dont le peuple français subira d'autant plus les rigueurs que cette guerre aura plus longtemps duré.

IL IMPORTE DONC QUE LES FRANÇAIS METTENT FIN A CETTE GUERRE

Comprenant enfin que le combat du peuple algérien contre l'exploitation coloniale — en premier lieu pour son indépendance nationale — se confond avec celui des classes laborieuses et de tous les démocrates de France pour leurs libertés fondamentales, il appartient désormais aux masses françaises d'appuyer sans réticences la révolution algérienne pour qu'ensemble nos deux peuples triomphent simultanément du colonialisme et du fascisme.

PEUPLE DE FRANCE !

Dès aujourd'hui, il n'est plus tolérable que les anticolonialistes conséquents et les antifascistes conscients demeurent dans les prisons du pouvoir, parce que précisément ils ont eu la clairvoyance de combattre en France, aux côtés de la Révolution algérienne, le fascisme, avant qu'il se soit cru assez fort pour tenter de s'imposer par un putsch militaire.

L'écrasement définitif de tout germe de fascisme n'interviendra que lorsque l'armée française ne sera plus utilisée pour étouffer la liberté des peuples et que le matériel nécessaire à cette entreprise d'asservissement ne lui sera plus fourni.

La Fédération de France du F.L.N., consciente d'agir dans l'intérêt commun de l'émigration algérienne exploitée et des masses laborieuses françaises, appelle les démocrates, les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants et tous les travailleurs de France

A S'OPPOSER A L'ENVOI DE TOUT SOLDAT ET A L'EMBARQUEMENT DE TOUT MATERIEL DE GUERRE POUR L'ARMEE D'OCCUPATION EN ALGERIE.

Pour conclure la paix si ardemment souhaitée par nos deux peuples, la Fédération de France du F.L.N. appelle tous les Français et Françaises à exiger de leur gouvernement l'ouverture immédiate et sans préalable, de négociations franches et loyales avec le G.P.R.A., seul représentant valable du peuple algérien.

Paris, le 27 avril 1961.

Notre journal étant déjà composé quand nous l'avons reçu, nous n'avons pas pu publier, le mois dernier, cet appel de la Fédération de France du F.L.N., diffusé par la poste après le putsch d'Alger.

Nous le publions aujourd'hui, d'autant plus que son contenu n'a pas vieilli et qu'il est au contraire en permanence à l'ordre du jour.

Nous souscrivons entièrement aux termes de cet appel, nous en faisons nôtres les mots d'ordre. Ils devraient être ceux de toutes les organisations ouvrières françaises.

« V.T. »